



Vive le PCF (mlm) !

Le septième congrès de l'Internationale Communiste

Un succès

Le septième congrès de l'Internationale, en 1935, fut une démonstration de force. Il fut un succès parfait, au sens où il possédait un rythme extrêmement calibré.

L'organisation fut la suivante :

a) du 26 juillet au 1^{er} août, l'Allemand Wilhelm Pieck fait le rapport d'activité du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, celui-ci est suivi d'interventions, puis Wilhelm Pieck conclut par une analyse synthétique et une résolution est votée dans la foulée à ce sujet ;

b) du 2 au 13 août, le Bulgare Georgi Dimitrov fait un exposé sur la nature du fascisme et sur comment le combattre, celui-ci est suivi d'interventions, puis Georgi Dimitrov conclut par une analyse synthétique, alors qu'une résolution est votée à ce sujet le 20 août ;

c) du 13 août au 17 août, l'italien Ercoli (c'est-à-dire Palmiro Togliatti) fait un exposé sur les tâches à mener face à l'imminence de la guerre impérialiste, puis Ercoli conclut par une analyse synthétique, alors qu'une résolution est votée à ce sujet le 20 août ;

d) le 17 août, Dmitri Manouïlski, qui était déjà fait un exposé sur le 5 août en l'honneur de Friedrich Engels à l'occasion des 40 années de sa mort, fait un exposé sur la construction socialiste en URSS, alors qu'une résolution est votée à ce sujet le 20 août ;

e) Georgi Dimitrov fait un exposé le 20 août intitulé *Les gouvernements actuels des pays capitalistes sont des hommes provisoires, le véritable maître du monde est le prolétariat*, puis les résolutions sont votées au sujet des thèmes des exposés.

Pour ce congrès, au sens strict, on peut se contenter de regarder les résolutions prises, celles-ci reflétant entièrement ce qui a été dit. Il tranche ainsi complètement avec les autres congrès, où les délégués intervenaient dans la pagaille, perdant souvent le fil conducteur, avec le conflit de majorité et de minorité au sein des partis.

C'était, concrètement, un congrès bolchevik. Le symbole de cela, c'était Staline et dès le premier jour, le 25 juillet, l'italien Ercoli (c'est-à-dire Palmiro Togliatti) proposa d'envoyer une salutation à Staline, intitulée « Au camarade Staline, le dirigeant, enseignant et ami des prolétaires et opprimés du monde entier ».

On y lit notamment :

« Tu nous as enseigné et tu nous enseignes à nous autres, communistes, la possibilité, à la bolchevik, de rendre compatibles l'intransigeance des principes et les liens profonds avec les masses, l'esprit révolutionnaire inconciliable et la souplesse nécessaire.

Suivant tes indications, les partis communistes s'emploieront par tous les moyens à raffermir leurs liens avec les masses, à dresser et à diriger des millions [d'hommes], à organiser un vaste front unique prolétarien, un front populaire contre le fascisme et la guerre, un front anti-impérialiste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. »

Le premier orateur, l'Allemand Wilhelm Pieck, qui ouvrait le congrès, avait déjà insisté sur ce plan :

« Notre salut le plus chaleureux va au grand organisateur de la victoire du socialisme sur ce sixième de la planète et le chef de tous les travailleurs dans le monde luttant pour le socialisme, notre camarade Staline (ovations continues, hourras). »

Lors de sa prise de parole le 25 juillet 1935, d'ailleurs, les délégués présents obtenaient une traduction simultanée grâce à un système d'écouteurs. Tout était parfaitement rôdé, la mise en place était impeccable.

La salle du congrès était savamment décorée, avec quatre séries de slogans. Derrière la présidence, en plus des drapeaux rouges et des portraits de Marx, Engels, Lénine et Staline, il était inscrit « Vive l'invincible bannière de Marx, Engels, Lénine et Staline ».

En face, sur le mur du fond, on pouvait lire « Vive les soviets en Chine ! ». Sur les côtés, on trouvait le slogan suivant en six langues : « Dans le front unique prolétarien contre l'offensive du capital, le fascisme et l'impérialisme ».

L'Internationale Communiste avait passé l'épreuve de l'Histoire. Étaient présents au congrès 513 délégués, dont 371 avec un droit de vote délibératif. Ils représentaient au septième congrès de l'Internationale Communiste pas moins de 67 partis, mais dont seulement 22 peuvent agir dans un cadre légal ou semi-légal, dont 11 en Europe.

Et pourtant, entre le sixième et le septième congrès, soit entre 1928 et 1935, les membres des Partis Communistes à travers le monde étaient passés de 1 676 000 à 3 148 000, ceux dans les pays capitalistes passant de 445 300 membres à 758 000.

Le mouvement communiste devenait un rouleau compresseur, il avait enfin l'initiative sur la social-démocratie. Une place significative a bien entendu la Chine ; ses territoires sous régime soviétique englobent déjà 56 millions de personnes. Les partisans opèrent dans des territoires où vivent 50 autres millions de personnes.

Le retour gagnant face à la social-démocratie

Il est courant dans l'historiographie bourgeoise de présenter le sixième congrès comme produisant une ligne sectaire, « classe contre classe », et le septième comme renversant totalement la mise en perspective. Le sixième congrès aurait considéré que la social-démocratie était « social-fasciste » et le septième aurait à l'inverse prôné une alliance avec elle.

Cette lecture est naturellement entièrement fautive, bien entendu. Il n'y a aucune différence d'analyse de la social-démocratie entre les deux congrès ; dans les deux cas, il s'agit de conquérir la base ouvrière de la social-démocratie, tout en réfutant la direction de celle-ci.

Ce qu'il y a, à l'arrière-plan, c'est une différence de période.

Au moment du sixième congrès, en 1928, la social-démocratie a le dessus dans les pays capitalistes ; elle profite de la stabilisation relative du capitalisme pour exclure les communistes autant que possible, à tous les niveaux.

Les communistes sont alors hors-jeu ; même quand ils parviennent comme en Allemagne, à avoir une base se masse – 300 000 membres, un million d'organisés dans les structures du front, six millions de voix aux élections – ils sont marginalisés socialement vivant comme dans une bulle.

Le Parti français est également exemplaire d'un repli sur soi sectaire et, même, sur des fondements syndicalistes révolutionnaires plus qu'autre chose.

En 1935, au moment du septième congrès, la crise générale du capitalisme s'est par contre déjà réaffirmée de manière systématique et le sol s'est retiré de sous les pieds de la social-démocratie ; la misère se généralisant, la marche à la guerre et le fascisme ruinent totalement ses prétentions sociales-pacifistes.

Au lieu d'un « capitalisme organisé », on a eu une crise certes contenue relativement, mais au moyen d'une rationalisation capitaliste agressive de 1921 à 1932, sur le dos des masses. Et celles-ci ont finalement commencé à se mettre en branle.

Il y a eu une opposition prolétarienne grandissante ; l'Angleterre a connu une grève générale en 1926 puis toute une vague la prolongeant (plus de 300 000 ouvriers en grève en 1930, 490 000 en 1931, 379 000 en 1932).

Les ouvriers de Vienne se sont soulevés en 1927, la république espagnole a été proclamée en 1931 après le renversement de la monarchie, alors que les grèves se multipliaient qui plus est (710 en 1931, 830 en 1932, 1499 en 1933) ; plus de 300 000 ouvriers polonais firent grève en 1932 (et 450 000 en 1933), plus de 180 000 en Grèce en 1934, etc.

La crise de 1929 a fait, dans ce cadre, passé le nombre de chômeurs dans les 34 pays industrialisés de 6,5 millions à plus de 29 millions ; en Allemagne le total des salaires des ouvriers, employés et fonctionnaires était passé de 44,5 milliards de marks en 1929 à 26 milliards en 1932, aux États-Unis le total des salaires des ouvriers était passé de 17,2 milliards de dollars en 1929 à 6,8 milliards de dollars en 1932.

La social-démocratie avait prétendu après 1918 que le capitalisme était désormais organisé, que la mondialisation de l'économie impliquait la paix, qu'elle était capable de peser dans le bon sens, que le niveau de vie s'élèverait.

En 1935, tout cela apparaissait comme vain tellement les socialistes avaient prouvé leur erreur.

Lorsque la monarchie espagnole s'était effondrée en 1931, les socialistes n'avaient pas voulu engager une révolution ininterrompue au socialisme et avaient laissé en place les forces armées réactionnaires. C'était une bombe à retardement, alors qu'en 1934 la révolte des mineurs dans les Asturies avaient amené un passage à la lutte armée.

Lorsque, en janvier 1932, les socialistes allemands furent chassés du gouvernement de Prusse et remplacés par un commissaire impérial, ils rejetèrent les propositions communistes, tout comme ils les rejetèrent au moment où Hitler fut nommé chancelier en janvier 1933.

Lorsque l'austro-fascisme fit son coup d'État en 1934, les dirigeants socialistes refusèrent d'ouvrir leurs caches d'armes pour armer les travailleurs et l'écrasement fut ainsi complet, alors que Vienne formait un bastion prolétarien acquis aux socialistes par ailleurs établis sur une ligne très à gauche et littéralement pro-URSS.

Les avertissements communistes s'étaient avérés justes et la base ouvrière ne pouvait que le reconnaître. Dans ce contexte, l'initiative antifasciste française à la suite du 6 février 1934 se posait comme exemple à suivre.

Cependant, cela impliquait de ne pas se rater et de bien calibrer le processus où les communistes feraient la conquête de l'hégémonie dans le mouvement ouvrier. C'est pourquoi le septième congrès établit le principe du Front populaire.

La SFIC donne le ton

Lorsque le septième congrès de l'Internationale Communiste se tient, le fascisme s'est puissamment développé sur le plan international. Sont, évidemment, salués dès le départ les figures communistes emprisonnés tels l'Allemand Ernst Thälmann (assassiné par les nazis en 1944), l'Italien Antonio Gramsci (qui meurt en 1937 à la suite des conditions de détention), le Japonais Shoichi Ichikawa (arrêté en 1929 et torturé, placé dans une détention sordide, mourant en prison en 1945), ainsi que le dirigeant socialiste Largo Caballero, emprisonné en Espagne (et futur premier ministre de la République espagnole).

Aussi, lorsque Marcel Cachin prend la parole au septième congrès, comme premier délégué français à le faire, toute la salle se lève, avec une salve prolongée d'applaudissements. Le prestige de la SFIC est immense dans l'Internationale ; en réussissant à faire du 6 février 1934 le point de départ d'une séquence antifasciste à la fois ample et dense, les Français ont montré l'exemple et porté un coup terrible au fascisme sur la scène internationale.

Ce qui est pourtant marquant, c'est que la SFIC n'a pas changé sur le fond. Elle n'a que 60 000 membres (même si c'est le double en comparaison à deux années auparavant), *l'Humanité* tirant à 190 000 exemplaires seulement et la presse provinciale hebdomadaire à 200 000 exemplaires.

Elle a pratiquement doublé le nombre de mairies qu'elle contrôle aux élections de mai 1935, avec l'établissement de la « ceinture rouge » autour de Paris notamment, composée de 55 communes.

Cependant, ce n'est pas un Parti d'envergure nationale, la SFIC est localisée de manière assez déterminée, avec surtout la région parisienne et le Nord. De plus, une figure importante comme Jacques Doriot passe au fascisme, après avoir prétendu lutter contre le sectarisme et vouloir l'unité antifasciste.

Ce qui sauve la SFIC, c'est que sa base parisienne, de nature remuante, turbulente, pleine de brio et de panache, n'a pas hésité à aller à l'affrontement contre l'extrême-droite. Rien qu'avec cela, et avec la capacité à adopter un esprit unitaire pour la bataille, la SFIC a véritablement donné le ton.

Qui plus est, elle connaissait initialement des soucis internes en série tout au long des années 1920 : elle voyait désormais sa base être galvanisée dans ce processus : le Parti était désormais soudé.

Il y avait néanmoins un souci, bien sûr, sous la forme de Maurice Thorez, qui dirigeait le Parti et avait été la plaque tournant de son unification interne.

De par son approche, il est alors conforme à l'esprit de la base de la SFIC, pour qui somme toute le Parti est celui du syndicalisme. C'est qu'au niveau idéologique, la SFIC est d'une faiblesse inouïe et il est significatif que le plus grand rassemblement de masse en France alors soit celui, sous le drapeau de l'antifascisme, du 14 juillet 1935 à Paris, avec plus de 500 000 personnes.

Il y a une dimension sociale-chauvine très marquée, une sorte de « républicanisme » repris à Jean Jaurès et totalement extérieur au marxisme-léninisme ; le Parti français ne s'en relèvera d'ailleurs jamais et Maurice Thorez sera au premier rang des tenants du révisionnisme.

En tout cas, sur le moment, et même si par la suite elle ne saura pas orienter l'unité à laquelle elle est parvenue, la SFIC se présente comme le Parti qui, au moins, est parvenu à cette unité, ce qui est un point de départ nécessaire.

Le délégué italien Furini, en fait Giuseppe Dozza, insista fortement à ce sujet :

« Il y a des camarades qui sont d'avis que le fascisme est parvenu au pouvoir en Italie, car le prolétariat italien n'aurait pas lutté.

En réalité, le prolétariat italien a mené un combat s'étalant sur des années, de manière héroïque et englobant de larges masses. Il y a mené un grand nombre de grèves générales, il a mené des luttes armées.

Pourquoi n'a-t-il pas été en mesure de battre le fascisme ?

On répond d'habitude : parce qu'il n'y avait pas encore un parti communiste ou parce que la social-démocratie a mené le prolétariat à la défaite.

Tout cela est vrai. Mais c'est loin de tout expliquer.

Qu'aurait dû faire un parti communiste puissant ? Il est vrai que le prolétariat italien ait lutté, mais sa faiblesse essentielle était son isolement des couches laborieuses, qui auraient dû être ses alliées, alors qu'inversement elles sont passées sous la main-mise du fascisme.

La condition fondamentale de la victoire aurait dû être ainsi une politique générale de regroupement de toutes les masses laborieuses.

Et c'est là que réside la grande signification, tout le sens politique de l'action digne d'émerveillement que le parti-frère français a mené en cette période, et que notre camarade Marcel Cachin a si justement présenté à cette tribune. »

Il y a, de fait, un décalage entre ce à quoi la SFIC est parvenue et ce à quoi elle peut parvenir. Si la première étape a été réussie, la seconde est totalement au-dessus de ses moyens, ce qui n'est alors

pas vu. La CGT s'unifie par exemple, tout comme les structures sportives liées organiquement à la gauche, mais la SFIC est strictement incapable alors d'influer suffisamment sur elles.

Concluant les débats sur le bilan du Comité Exécutif depuis le dernier congrès, Wilhelm Pieck s'imaginait par contre que la SFIC était en mesure de prolonger l'élan du Front populaire, alors que comme on le sait il allait en réalité totalement s'enliser :

« Nous sommes en France devant des luttes violentes. Les deux camps mobilisent pour ces luttes et la victoire ou la défaite du Front populaire sera d'une portée démesurée pour le mouvement ouvrier international dans son ensemble, pour l'ensemble de la situation mondiale.

Le travail de notre Parti français, qui a compris comment réveiller et organiser la volonté de résistance contre la barbarie fasciste dans les couches les plus larges du peuple français, doit être un exemple pour tous nos partis. »

La SFIC donne ainsi le ton, mais elle n'a dans les faits réussi qu'à parcourir la moitié du chemin.

Le rapport de Dimitrov

Il faut noter que si la SFIC donne le ton pour l'unité antifasciste, ce n'est pas du tout elle qui formule les principes théoriques de celle-ci.

C'est le Bulgare Georgi Dimitrov qui expose cette ligne dans un très long exposé sur *l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme*. Accusé par les nazis de l'incendie du Reichstag, il a triomphé au procès de Leipzig de 1933-1934 et est alors la figure communiste mondialement la plus connue après Staline.

Dimitrov dit notamment que :

« Dans un certain nombre de pays, le fascisme est au pouvoir.

Mais la croissance du fascisme et sa victoire attestent non seulement de la faiblesse de la classe ouvrière, désorganisée suite à de la politique scissionniste de la social-démocratie, basée sur la collaboration de classe avec la bourgeoisie, mais aussi la faiblesse de la bourgeoisie elle-même, qui tremble devant la réalisation de l'unité de lutte de la classe ouvrière, qui tremble devant la révolution et n'est plus à même de maintenir sa dictature par les vieilles méthodes de démocratie bourgeoise.

La variété la plus réactionnaire du fascisme est le fascisme du type allemand, qui se donne impudemment le nom de national-socialisme, mais qui n'a absolument rien de commun ni avec le socialisme ni avec la défense des véritables intérêts nationaux du peuple allemand, et qui ne remplit d'autre fonction que celle de valet de la grande bourgeoisie et représente non seulement le nationalisme bourgeois, mais un chauvinisme bestial.

À la face du monde entier l'Allemagne fasciste montre nettement ce qui attend les masses populaires au cas d'une victoire du fascisme.

Le pouvoir fasciste déchaîné extermine dans les prisons et les camps de concentration l'élite de la classe ouvrière, ses chefs et ses organisateurs, il a détruit les syndicats, les

coopératives et toutes les autres organisations légales des ouvriers, de même que toutes les autres organisations politiques et culturelles non fascistes.

Il a enlevé aux ouvriers les droits élémentaires de défense de leurs intérêts. Il a transformé un pays cultivé en un foyer d'obscurantisme, de barbarie et de guerre. Le fascisme allemand est le principal instigateur d'une nouvelle guerre impérialiste.

Il est le détachement de choc de la contre-révolution mondiale (...).

Sans renoncer un instant à leur travail indépendant de propagande communiste, d'organisation et de mobilisation des masses, les communistes doivent, pour faciliter aux ouvriers le chemin de l'unité d'action, s'efforcer de réaliser des actions communes avec les partis social-démocrates, les syndicats réformistes et autres organisations des travailleurs contre les ennemis de la classe du prolétariat sur la base d'accords brèves ou de longue durée (...).

Dévoilant devant les masses le sens des arguments démagogiques des chefs de la social-démocratie de droite contre le front unique, intensifiant la lutte contre la partie réactionnaire de la social-démocratie, les communistes doivent établir la collaboration la plus étroite avec ceux des ouvriers, militants et organisations social-démocrates de gauche qui luttent contre la politique réformiste et s'affirment pour le front unique avec le PC. »

Maurice Thorez prit le premier la parole après le rapport de Dimitrov, suivi de toute une série de délégués de différents pays. Le délégué allemand ne fut que le quatrième à intervenir, la raison étant que le KPD avait du mal à évaluer si sa défaite provenait principalement du blocage de la social-démocratie ou s'il aurait fallu calibrer différemment le travail mené.

De fait, le KPD adoptera un regard critique, axé sur les leçons du Front populaire, dans le prolongement direct du septième congrès de l'Internationale Communiste, lors de sa conférence de Bruxelles (qui eut en fait lieu à Moscou, du 3 au 15 octobre 1935, juste après le septième congrès de l'Internationale Communiste, et fut considéré par la suite comme le 13e congrès). Cela ouvrit la voie au programme démocratique de 1939 issu de la conférence de Berne (en fait de Draveil, en France).

Le KPD espérait en fait que le régime nazi serait particulièrement instable dès sa prise du pouvoir ; en 1935, il était clair que ce n'était pas le cas et qu'il fallait une réorientation.

Wilhem Pieck, tenant de l'autocritique, formula ainsi, dans sa présentation de la situation, l'erreur qui avait été celle des communistes dans l'interprétation de la crise, ce qui a permis au fascisme de porter ses coups :

« Les Partis Communistes se sont bien appropriés les constatations fondamentales du VIe congrès comme quoi une grande croissance révolutionnaire se profilait.

Ils n'ont toutefois parfois pas assez réalisé que la grande croissance révolutionnaire n'était pas séparé par une muraille de Chine de la crise révolutionnaire.

Ils se sont parfois fait véritablement des conceptions simplistes quant à la manière dont les masses de travailleurs entreraient en rupture avec leur vieille direction réformiste et passeraient dans le camp de la lutte révolutionnaire. »

C'est le Parti Communiste d'Allemagne qui avait ici payé le plus cher cette erreur ; l'exposé de Dimitrov venait corriger le tir, apporter une dimension autocritique par rapport à l'incapacité de se tourner entièrement vers les masses.

Après que de nombreux délégués contribuèrent par des présentations de leur propre situation au rapport de Dimitrov, de manière à chaque fois précise et constructive, celui-ci conclut les interventions par un exposé intitulé *Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme*.

L'imminence de la guerre impérialiste

Il était clair que le fascisme signifiait l'accélération de la marche à la guerre impérialiste déjà constatée par l'Internationale Communiste. Comme le formula Wilhelm Pieck, l'alternative historique était la suivante :

« Le socialisme ou le fascisme - telle est la question qui est posée à l'humanité.

Ou bien le socialisme et ainsi l'abolition de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, une croissance formidable de la culture et un progrès encore jamais vu de la société humaine, la liberté, le bien-être et la paix entre les peuples.

Ou bien le fascisme, avec après une série d'années de joug infernal et d'angoissante terreur fasciste, de misère et de détresse pour les masses travailleuses, la destruction barbare d'un nombre immense de valeurs de la culture humaine et une nouvelle guerre sanglante entre les peuples.

C'est ainsi que se pose la question dans les pays capitalistes. »

C'est l'Italien Ercoli, c'est-à-dire Palmiro Togliatti, qui fit un exposé sur la guerre mondiale que les impérialistes préparaient. Ce qu'il explique est dans le prolongement des congrès précédents, en particulier du VIe, qui avait compris que le capitalisme avait profité du temps gagné par la rationalisation entreprise pour marcher vers la guerre.

Ercoli constate ainsi que :

« Le VIe congrès a, en 1928, établi la ligne générale de notre combat contre la guerre. Cette ligne, qui a déjà passé l'épreuve du feu, reste notre ligne fondamentale. »

Il passe alors à l'analyse concrète de la situation, qui a connu des modifications depuis 1928, au sens où d'un côté le fascisme a avancé, de l'autre l'URSS apparaît comme une force de paix. Et il souligne que :

« Il faut rappeler que pour le national-socialisme allemand et le militarisme japonais, la guerre contre l'Union Soviétique ne représente pas le seul objectif.

Ils mènent une lutte pour leur propre hégémonie. Leur attaque contre l'Union Soviétique n'est pour eux qu'un aspect d'un plan général d'expansions et de conquêtes.

Ces plans, qui visent à un repartage du monde, se heurtent à l'ensemble des intérêts existants et rendent encore plus aiguës les contradictions entre impérialistes, non seulement en Europe, mais dans le monde entier. »

Dans la résolution finale, il sera ainsi exposé que :

« La crise économique mondiale et la rupture de la stabilisation capitaliste ont engendré une extrême instabilité de toutes les relations internationales.

L'aggravation de la lutte sur le marché mondial, rétréci l'extrême à la suite de la crise économique, a conduit une guerre économique acharnée, En fait, le nouveau partage du monde a déjà commencé. »

Il y a ici un point extrêmement important. Les communistes ont dit, en fondant l'Internationale Communiste, que la crise générale du capitalisme allait rapidement amener un basculement. Celui-ci a en fait été prolongé, se déportant notamment dans les pays dominés (comme colonies ou semi-colonies).

La social-démocratie a alors profité de la rationalisation capitaliste pour prétendre que les communistes se trompaient et les isoler. Puis la crise générale du capitalisme a repris un cours plus franc, plus lisible et il est alors évident que les communistes avaient parfaitement analysé tant la crise du capitalisme que sa tentative d'aller à la guerre le cas échéant.

Sans la social-démocratie, les communistes auraient pu mener la révolution dans de nombreux pays, mais surtout d'autant plus avertir de l'imminence de la guerre impérialiste, seule « solution » pour les capitalistes. Il y a ici un raté historique et lorsque la guerre apparaît comme horizon très clair après 1936, le processus est déjà trop enclenché pour l'empêcher.

L'Internationale Communiste en a en partie conscience et c'est ce qui explique le poids toujours plus prépondérant du soutien à l'URSS comme axe central de toute lecture de la politique internationale.

La Pravda du 25 juillet, publié le jour de l'ouverture du septième congrès, présentait la situation de la manière suivante :

« Sous le mot d'ordre « L'Asie aux Asiatiques », les impérialistes japonais ont déjà inauguré une nouvelle division du monde, en occupant de nouvelles provinces chinoises. Les fascistes italiens se trouvent à la veille d'une guerre contre le peuple abyssin.

Les nationaux-socialistes allemands menacent les peuples pacifiques de l'Europe et préparent une croisade contre l'U.R.S.S. (...).

Dans l'exemple de l'Autriche, les ouvriers de tous les pays ont pu constater que la direction des social-démocrates mène vers la défaite.

Dans l'exemple de la France, ils ont constaté que l'offensive fasciste peut être retenue par le front commun. Le front commun a raffermi la confiance en soi-même et la capacité combative du prolétariat.

Les mots d'ordre de l'Internationale communiste ont commencé à conquérir les grandes masses des ouvriers sociaux-démocrates. Cela prouve que le réformisme et le social-démocratisme perdent de plus en plus du terrain dans la classe ouvrière (...).

Que prouvent ces phénomènes? Le système, capitaliste s'ébranle de plus en plus. Parmi les masses travailleuses croît l'esprit révolutionnaire. Une crise révolutionnaire est en train de mûrir. Chaque jour on peut s'attendre à de graves événements politiques, à un commencement de crise politique dans l'un des grands pays capitalistes (...).

Le VIIe congrès de l'Internationale communiste qui se réunit dans une atmosphère politique si complexe et si responsable discutera toutes les questions importantes de la tactique et de la stratégie du mouvement ouvrier international dans son application aux conditions actuelles (...).

Il est indispensable d'organiser la lutte immédiate, contre l'offensive fasciste, cet ennemi le plus implacable dans l'envergure tant nationale qu'internationale.

Les communistes établissent une collaboration étroite avec les ouvriers sociaux-démocrates de gauche et les organisations qui luttent contre le réformisme, se déclarent pour le front unique avec les communistes et défendent avec dévouement l'U.R.S.S.

Les communistes sont pour un seul parti révolutionnaire du prolétariat. Mais la création d'un tel parti n'est possible que sur la base d'un programme net et d'une tactique de la lutte révolutionnaire. C'est pourquoi les communistes ont eu, ont et auront comme principal mot d'ordre celui de la lutte pour le pouvoir soviétique. »

La Pravda du 21 août, publié le jour suivant la fin du congrès, a un éditorial ayant comme titre « Sous le drapeau de la lutte pour l'unité de la classe ouvrière » ; on y lit notamment :

« Le congrès a bâti les fondements d'une large mobilisation des forces de tous les travailleurs pour la lutte contre le capital, encore inconnue dans l'histoire de la lutte de la classe ouvrière.

Le congrès a défini le tournant dans la tactique de l'Internationale communiste et il est apparu comme un véritable congrès d'auto-critique bolcheviste et de consolidation de la direction, du Komintern, ainsi que de ses sections.

Enfin le congrès a démontré l'unité qui lie le prolétariat du pays du socialisme triomphant — l'Union soviétique, et le prolétariat du monde capitaliste, en lutte pour son affranchissement. »

Cette orientation par rapport à l'URSS deviendra primordiale lors du déclenchement de la nouvelle guerre mondiale impérialiste.